

INTERVIEW

SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE

« Ne pas pousser l'Afrique dans le gouffre »

Entretien : Richard Graf

Ibrahima Coulibaly est un syndicaliste paysan du Mali, de passage au Luxembourg. En tant qu'ambassadeur de la FAO pour l'Année internationale de l'agriculture familiale, il a donné une conférence jeudi dernier, organisée par SOS Faim et Meng Landwirtschaft. Il a aussi pu rencontrer les responsables politiques luxembourgeois pour dénoncer les effets néfastes des accords de partenariat économiques en cours de ratification par les Etats européens.

woxx : *Comment définissez-vous l'agriculture familiale ?*

Ibrahima Coulibaly : L'agriculture familiale est le modèle de production agricole dominant, surtout dans le monde en développement. La place de l'être humain y est centrale. Ce n'est pas uniquement un modèle économique ; il est aussi social et culturel. La difficulté de bien définir ce concept - et on l'a bien remarqué tout au long de cette année internationale -, c'est le fait qu'il n'y a pas une agriculture familiale, mais de multiples formes d'agriculture familiale. C'est un système de production qui s'organise autour des familles. Ce n'est pas l'enrichissement qui est le premier souci.

Quel est alors le rôle de l'ambassadeur de la FAO pour l'Année internationale de l'agriculture familiale ?

Il fait la promotion de ce modèle. Depuis 30 ans, le FMI et la Banque mondiale ont fait beaucoup de mal aux petits paysans. On leur a expliqué que leur mode de vie était archaïque, incapable de nourrir l'Afrique, et qu'il fallait aller vers un autre type d'agriculture. On a prôné l'agrobusiness dont l'objectif était tout simplement de prendre les terres des plus pauvres et de les donner aux plus riches. Cette année internationale a permis de rétablir certaines priorités, de mobiliser les chercheurs, les décideurs politiques... toutes sortes d'acteurs tant

au niveau local qu'au niveau international. L'agriculture familiale reste le modèle dominant et emploie jusqu'à 70 pour cent des habitants dans nos régions. Il contribue à hauteur de 30 voire 40 pour cent du PIB des pays concernés. C'est un filet social indispensable à la stabilité à travers le monde.

Vous prônez la souveraineté alimentaire. En quoi va-t-elle de pair avec l'agriculture familiale ?

La souveraineté alimentaire est le choix politique le plus fort qu'un Etat puisse faire : ne pas laisser entre les mains du marché international l'alimentation de sa population. Depuis la crise alimentaire de 2008, on s'est rendu compte - en Afrique surtout - que c'était une erreur d'acheter des aliments moins chers sur le marché mondial. Même si la production locale est plus chère, c'est là qu'il faut investir. Mais la souveraineté alimentaire n'est pas l'autarcie. Il s'agit de donner à ceux qui produisent l'alimentation des autres - et surtout pour nourrir les villes - l'espace et la sécurité nécessaire. Il faut leur donner accès aux moyens de production comme les semences et les fertilisants.

Pour le Nord, il s'agit d'écouler les surplus, et à cet effet nous sommes mis en incapacité de produire nous-mêmes nos aliments.

Mais les images de crises alimentaires et de famines ne nous disent-elles pas que la production alimentaire en Afrique n'est pas à même de nourrir tout le monde ?

L'image qu'on donne de l'Afrique, c'est celle d'un continent structurellement déficitaire d'un point de vue alimentaire, incapable de se nourrir. C'est totalement faux. Il y a des res-

sources, il y a de l'eau - malgré le changement climatique, qui frappe tout le monde. Ce n'est donc pas ce contexte qui nous empêche de produire, c'est bien la politique. La politique agricole a été complètement dévoyée en faveur du libre-échange. On nous a imposé le libéralisme économique depuis des décennies. Les ajustements structurels imposés par la Banque mondiale nous ont mis dans cet état de vulnérabilité alimentaire. On nous a forcés à ouvrir nos frontières aux aliments étrangers comme le riz et le lait, alors que nous sommes capables de les produire nous-mêmes. Le lait en poudre européen ou le riz asiatique sont moins chers que ceux que nous produisons nous-mêmes. Mais on sait très bien que ce sont des systèmes de dumping non avoués qui sont à la base de ces prix.

Une sorte d'échange inégal entre les pays en développement et le monde industrialisé donc ?

Les pays industrialisés jouent un rôle de prédateur : ces pays ont fortement développé leur propre agriculture, ils

se sont renforcés et sont maintenant à la conquête des marchés à n'importe quelle condition. C'est pour ça qu'ils ont créé l'OMC et qu'ils proposent les accords de partenariat économique (APE). Pour le Nord, il s'agit d'écouler les surplus, et à cet effet nous sommes mis en incapacité de produire nous-mêmes nos aliments. Nous nous battons depuis plus de dix ans contre les APE qui vont mettre l'Afrique encore davantage dans le marasme. Il y va de l'existence de l'Afrique même. Le problème de l'emploi des jeunes ne fait qu'empirer. Les jeunes s'orientent vers l'extrémisme, prennent les armes... On est en train de mettre en place une bombe qui va exploser si on ne fait pas attention. On sait très bien ce qui se fait en matière d'émigration vers l'Europe. Tous les jours, des jeunes risquent leur vie en Méditerranée.

Est-ce qu'il n'est pas trop tard pour arrêter les APE ? En Europe, seules quelques ONG s'y opposent.

Nous, les organisations paysannes, voyons ce combat comme notre chantier prioritaire. L'accord avec l'Afrique de l'Ouest est paraphé, mais il n'est pas encore voté. Nous mobilisons les décideurs politiques, nous mettons les parlements en état de pouvoir s'informer correctement. On va saisir la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest car toutes les études montrent que ces accords vont détruire nos économies. La principale ressource de nos Etats en Afrique, ce sont les droits de douane. Sans ces droits il n'y a pas d'appareil d'Etat. Qui va payer les salaires des fonctionnaires, qui va payer les écoles et les hôpitaux ? Même si les accords sont signés, on va continuer à les dénoncer. C'est ce qu'on va aussi faire ici à Luxembourg : dire aux responsables politiques qu'il ne faut pas signer les APE, car personne n'a intérêt à pousser l'Afrique dans le gouffre. On lui a déjà causé trop de tort.

